

**Du 16 au 18 novembre 2023 à Dakar,
aura lieu le Forum des Hommes d'Affaires
de l'UEMOA et le Prix UEMOA de la Qualité**



Sommaire

- ☑ Sommet sur la coopération Espagne-Afrique 2023
- ☑ Forum des Hommes d'Affaires de l'UEMOA et le Prix UEMOA de la Qualité (interview du Commissaire Paul Koffi KOFFI)
- ☑ Séminaire de formation des membres de la CCR-UEMOA sur les textes communautaires et le fonctionnement des Organes de l'Union
- ☑ Atelier de validation de la Stratégie ZLECAf de l'UEMOA
- ☑ Dossier spécial Mali

L'ÉDITO DU PRÉSIDENT



Monsieur Daouda COULIBALY

Chers lecteurs,

Nous abordons le dernier trimestre de l'année 2023. La CCR-UEMOA engagée, depuis sa création, avec une certaine efficacité, dans la réflexion pour une meilleure prise en compte des perspectives du secteur privé communautaire dans les politiques de l'Union, entend donner plus d'envergure à son volet «action à impact économique concret» pour les entreprises communautaires.

Dans l'accomplissement de cette mission, nous avons fait l'option, dans le cadre de la mandature 2021-2024, d'œuvrer, en synergie avec la Commission de l'UEMOA, en faveur de la compétitivité et la résilience des économies et des entreprises de notre espace économique.

C'est dans ce cadre que nous avons, en collaboration avec la Commission de l'UEMOA et le PNUD, organisé en juillet 2023 à Ouagadougou, l'atelier de validation de la Stratégie régionale de renforcement de la compétitivité des Etats membres et du secteur privé de l'UEMOA dans le cadre de la ZLECAf, qui vise

à appuyer et accompagner les entreprises de la zone UEMOA pour tirer pleinement parti des opportunités et avantages du marché unique continental.

Chers lecteurs,

Ce cinquième numéro de notre Newsletter fait un focus sur le Mali à travers la Chambre de Commerce et d'Industrie du Mali (CCIM) à travers une interview du Président Madiou SIMPARA.

Une autre activité de renforcement des capacités de nos membres figure dans cette édition. Il s'agit du séminaire de formation des membres de la CCR-UEMOA sur les textes communautaires et le fonctionnement des Organes de l'Union. En effet, s'approprier pleinement les textes communautaires, en déceler les implications et déterminer avec précisions les actions à entreprendre en cas de difficultés, constituent pour le secteur privé de la Zone UEMOA une véritable nécessité.

Ce numéro se propose aussi de diffuser des informations sur l'organisation du Forum des Hommes d'Affaires de l'UEMOA prévu en novembre 2023 qui sera couplé avec la cérémonie de remise du Prix UEMOA de la Qualité, à travers l'interview du Commissaire DEMEN, Monsieur Paul Koffi KOFFI.

Cette double activité s'inscrit dans le cadre de la promotion du secteur privé et vise à asseoir les bases d'une croissance durable avec comme axe central, le développement d'un secteur privé dynamique, capable de créer plus de richesses et d'emplois.

Pour conclure, j'invite tous les membres de la CCR-UEMOA à redoubler d'efforts dans la poursuite de la mise en œuvre de nos programmes. La résilience de notre espace face à toutes les incertitudes auxquelles nous faisons face, est à ce prix.

Bonne lecture de votre newsletter !

SOMMET SUR LA COOPÉRATION ESPAGNE-AFRIQUE



C'est dans l'objectif de construire un pont entre l'Afrique et l'Espagne que One Africa Forums a organisé le premier Sommet de coopération Afrique-Espagne. Ce Forum de haut niveau, qui s'est tenu à Madrid les 06, 07 et 08 juillet 2023, a été l'occasion pour l'Espagne de présenter son plan d'action étranger Focus Africa 2023, qui comprend cinq (05) objectifs stratégiques, tels que la paix et la sécurité, le développement durable, l'investissement privé et le commerce, les services sociaux et l'égalité des genres avec l'objectif de construire un pont entre l'Afrique et l'Espagne, avec l'objectif de construire un pont entre l'Afrique et elle.

Cet événement de trois jours a réuni, dans un cadre unique, des personnalités du continent africain et leurs homologues espagnols, pour discuter de questions bilatérales d'intérêt commun liés au développement économique.

Le Sommet de coopération Afrique-Espagne a ainsi accueilli plus de 500 délégués représentant des chefs de gouvernement africains, des ministres, des ambassadeurs, des PDG d'organisations publiques et privées, des sociétés d'investissement, des consultants et conseillers, des dirigeants d'ONG et d'associations, de grandes entreprises industrielles, des banques et de la finance internationale.

La CCR-UEMOA a pris part à ce Forum, et était représentée par Madame **Mariétou COULIBALY**, la Directrice Générale qui a co-animé deux panels sur la ZLECAf et sur l'entrepreneuriat des femmes en Afrique.

Au cours du premier panel, tous les intervenants se sont accordés à dire qu'il est important de favoriser la création de valeur ajoutée sur le continent africain, à travers le renforcement de la coopération et des investissements entre l'Espagne et l'Afrique pour explorer les opportunités de collaborations.

Pour Madame Coulibaly : « Consciente que l'Espagne a une grande expérience dans un certain nombre de domaines d'activités spécifiques, il serait bien de développer des partenariats surtout dans les secteurs de la santé, des matériaux de construction, de l'agro-industrie, des technologies de l'information, des énergies renouvelables, etc. ».

Le deuxième panel relatif à l'entrepreneuriat des femmes en Afrique a mis en exergue leur rôle central dans le développement du continent africain. En vue de leur permettre de jouer pleinement leur rôle, les discriminations auxquelles elles sont confrontées ont été mises en lumière, ainsi que les mesures correctrices à prendre.

Il faut noter que l'Espagne est un acteur européen majeur et la 10ème économie mondiale. Avec un PIB de 1,3 billion d'euros, l'économie espagnole est bien diversifiée et tire sa force de sa solide industrie automobile, de sa production agricole, de son énergie, de ses services financiers, de ses télécommunications, de sa construction d'infrastructures, de ses produits pharmaceutiques et de ses services sociaux. La plupart de ces industries ont permis à l'Espagne de devenir le plus grand investisseur étranger en Amérique latine et le plus grand partenaire commercial et industriel du Maroc voisin.

INTERVIEW DE MONSIEUR PAUL KOFFI KOFFI, COMMISSAIRE CHARGÉ DU DÉPARTEMENT DU DÉVELOPPEMENT DE L'ENTREPRISE, DES MINES, DE L'ENERGIE, ET DE L'ECONOMIE NUMÉRIQUE (DEMEN)



Monsieur Paul Koffi KOFFI
Commissaire chargé du Département du Développement de l'Entreprise, des Mines, de l'Énergie, et de l'économie Numérique (DEMEN)

Monsieur le Commissaire, la Commission de l'UEMOA a initié cette année la première édition du Forum des hommes d'affaires de l'Union qui sera couplée avec la reprise du Prix UEMOA de la qualité. Quelles sont les grandes lignes de cette double activité et quels en sont les enjeux ?

Je voudrais d'abord remercier la CCR de l'opportunité qui nous est offerte de nous exprimer sur la Newsletter l'UNION de la CCR-UEMOA. Je salue son Président Monsieur Daouda COULIBALY, très dynamique Président et son équipe pour le travail accompli.

Je commencerai par les enjeux qui sont très importants pour notre espace communautaire. En effet, l'espace fait face à des défis importants dont la crise sécuritaire notamment accentuée dans le Sahel, les crises politiques, les incidences de la crise russo-ukrainienne, les effets latents et récents du COVID-19, la crise climatique. Ces défis nous mettent face à des enjeux, notamment la résilience à maintenir pour permettre à nos économies et sociétés de résister, l'existence et le développement de nos entreprises, c'est-à-dire notre secteur privé dans un environnement mondial compétitif, et le développement tout court de nos pays.

Compte tenu de ce contexte, la Commission de l'UEMOA par les instructions de son Président Mr Abdoulaye DIOP nous a autorisé d'organiser un Forum des hommes d'affaires couplé du prix qualité UEMOA qui revient.

Il est important que notre secteur privé, nos entreprises, nos champions, nos startups, nos PME, nos artisans puissent se retrouver de façon périodique pour mieux se connaître, partager leur savoir-faire, leur plan d'affaires, leurs succès mais aussi leurs difficultés dans un monde où la compétitivité est le leit-motiv. C'est le secteur privé qui tire la croissance, crée la valeur ajoutée et les emplois. La Commission pour soutenir le secteur privé a engagé de nombreuses réformes pour l'amélioration du climat des affaires, pour le cadre juridique sanctionné par des textes majeurs comme la Directive PPP, celle de la protection du consommateur, le code minier et bien d'autres actions et mesures.

Comment se déroulera ce Forum ? Il se tiendra à Dakar du 16 au 18 novembre 2023 en deux séquences à l'hôtel King Fahd. La première partie est le Forum lui-même qui sera un ensemble de rencontres, d'échanges entre les opérateurs économiques de la sous-région mais aussi d'autres venus d'ailleurs, accompagnés par des séances B2B, des négociations de partenariats, des panels sur des thèmes de l'actualité de la vie des entreprises dans l'espace communautaire, ainsi des expositions des savoirs faire de notre secteur privé sous forme de stands. La deuxième séquence sera la remise des prix du Concours Qualité de l'UEMOA qui reprend du service.

Nous travaillons avec la CCR-UEMOA en tant que bras du secteur privé au sein de la Commission de l'UEMOA.

Comment pensez-vous que cet événement pourrait contribuer à la résorption des difficultés qui minent le dynamisme du secteur privé communautaire et obèrent le développement des économies de l'Union ?

Vous savez l'objectif majeur de ce Forum est de contribuer à la consolidation et à l'amélioration de la performance du secteur privé de l'Union.

Parmi les contraintes majeures que rencontrent notre secteur privé, il y'a la qualité des infrastructures, la disponibilité du crédit pour le secteur privé, l'environnement commercial et la logistique commerciale tels que les services liés aux douanes, les procédures de dédouanement, l'harmonisation des procédures et réglementations de transport et les services de courtage, la disponibilité de l'énergie pour les industries et les services, les infrastructures de transport, etc.

Nous pensons que ce forum sera un tremplin pour encourager et contribuer à la levée de ces contraintes par la mise en place d'un cadre de dialogue entre les décideurs de l'Union, des Etats et les opérateurs économiques en vue de mieux évaluer la réglementation sectorielle et leur impact sur les activités économiques des entreprises.

Aussi, serait-il le lieu d'impulser un cadre de coopération et de partenariat entre les acteurs du secteur privé, pour qu'ensemble, ils puissent travailler en parfaite synergie et mutualiser leurs moyens afin de renforcer leur compétitivité, par la mise sur le marché régional et continental de produits et services de qualité.

Ce qui nous permettra à court terme de faire éclore une nouvelle génération de champions compétitifs voire résilients, pouvant faire face à la concurrence et participer au développement inclusif et durable de nos économies.

Oui nous avons besoin de champions nationaux mais aussi régionaux pour booster le milieu des affaires dans la sous-région.

De manière concrète, quelles sont les retombées attendues de cette activité par la Commission et quelle suite compte-t-elle donner aux actes ?

Concrètement, il est attendu une grande participation du secteur privé régional et des partenaires techniques et financiers. Au-delà de cette mobilisation, il est important de réfléchir ensemble sur des solutions concrètes aux difficultés rencontrées par le secteur privé, surtout dans ces moments difficiles que nous vivons.

A cet effet, des orientations seront données et des recommandations faites à nos hautes autorités pour un meilleur accompagnement de nos acteurs économiques.

Aussi, il est important de souligner que les rencontres B to B permettront de mobiliser des ressources financières pour des entreprises en recherche de financement et aussi favoriser des investissements privés dans des secteurs porteurs dans notre zone, comme la fintech, le commerce électronique, l'agro-industrie, etc.

Enfin, une des retombées phare de ce Forum est la valorisation de nos champions régionaux par le décernement du Prix UEMOA de la Qualité qui vise à promouvoir la culture de la Qualité dans l'Union, à travers l'incitation des organismes publics et privés à la démarche Qualité et la reconnaissance des efforts des organismes méritants en matière de Qualité.

Le principal bénéficiaire de toutes ces initiatives est le secteur privé communautaire qui doit s'en approprier pour une réussite totale.

C'est pourquoi, l'engagement, la contribution et la participation de la CCR sont vivement attendus.

Je vous remercie.



SÉMINAIRE DE FORMATION DES MEMBRES DE LA CCR-UEMOA SUR LES TEXTES COMMUNAUTAIRES ET LE FONCTIONNEMENT DES ORGANES DE L'UNION



Conformément aux objectifs de la mandature 2021-2024 de la CCR-UEMOA, placée sous le signe de la synergie d'actions avec les Organes de l'Union, la Chambre Consulaire Régionale de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine, en collaboration avec la Cour de Justice de l'UEMOA (CJ) et la Commission de l'UEMOA, a organisé du 13 au 15 juin 2023 à Lomé, un séminaire de formation de ses membres sur les textes communautaires et le fonctionnement des Organes de l'Union.

L'objectif principal du séminaire était de favoriser une bonne compréhension et une meilleure connaissance du droit communautaire par les membres, ainsi que le fonctionnement des différents Organes de l'Union en vue de leur permettre de mieux comprendre les enjeux de l'intégration.

La cérémonie d'ouverture a été présidée par Monsieur Daouda COULIBALY, Président de la CCR-UEMOA, en présence de Monsieur Kuami Gaméli LODONOU, Premier Avocat Général, représentant le Président de la Cour de Justice, et de Monsieur Komla Mawuena GNATCHO, Deuxième Rapporteur du Sous-comité des Politiques Sectorielles de l'UEMOA, Représentant le Président du Comité Interparlementaire de l'UEMOA (CIP-UEMOA).

Les sessions du séminaire de formation ont été assurées par les représentants de la Commission de l'UEMOA, de la Cour de Justice, du Comité Interparlementaire, du Conseil des Collectivités Territoriales et du Conseil pour le Travail et le Dialogue Social.

Cette formation visait ainsi à partager avec les membres de la CCR-UEMOA la portée et l'impact des différents textes communautaires (Traité, Acte Additionnel, Règlement, Décision, Directive, etc.) pris par les Organes de l'Union. Il leur a permis d'approfondir leurs connaissances sur les actes normatifs, de se familiariser avec le processus d'élaboration et d'adoption des textes communautaires et de mieux cerner les synergies entre la CCR-UEMOA et les autres Organes de l'Union.

Ce fut également l'occasion d'échanger sur les missions et le fonctionnement des différents Organes de l'Union et de mieux comprendre les enjeux de l'intégration pour faire valoir les perspectives du secteur privé communautaire.

A la fin de la session de formation, des attestations de formation ont été remises aux participants, en les invitant à poursuivre le plaidoyer pour une meilleure prise en compte des enjeux de l'Union auprès de leur secteur privé national. Pour rappel, la CCR-UEMOA a pour principale mission d'assurer l'implication effective du secteur privé dans le processus d'intégration de l'Union.

L'UEMOA OUTILLE LES ENTREPRISES DE L'UNION À TIRER PLEINEMENT PROFIT DE LA ZLECAF

Dans le cadre de la mise en œuvre de la ZLECAF, la Commission de l'UEMOA et la Chambre Consulaire Régionale de l'UEMOA mettent en place une Stratégie régionale de renforcement de la compétitivité des Etats membres et du secteur privé de l'UEMOA qui vise à appuyer et accompagner les entreprises de la zone UEMOA pour tirer pleinement parti des opportunités et avantages du marché unique continental, en termes de commerce et d'investissement.

Une centaine de participants, représentant le secteur privé communautaire, les administrations des Etats membres de l'UEMOA et les Partenaires Techniques et Financiers ont ainsi pris part à l'atelier de validation de la Stratégie régionale de renforcement de la compétitivité des Etats membres et du secteur privé de l'UEMOA dans le cadre de la mise en œuvre de la ZLECAF, organisé du 25 au 27 juillet 2023, à Ouagadougou, au Burkina Faso.

La cérémonie d'ouverture a été présidée par Monsieur Constant Franck TAPSOBA, Directeur de Cabinet du Ministre du Développement Industriel, du Commerce, de l'Artisanat et des Petites et Moyennes Entreprises du Burkina Faso, en présence du Président de la CCR-UEMOA, Monsieur Daouda COULIBALY, du Professeur Michel Filiga SAWADOGO, Commissaire chargé du Département du Marché Régional et de la Coopération à la Commission de l'UEMOA et de Madame Isabelle TSCHAN, Représentante Résidente par intérim du PNUD au Burkina Faso.

La rencontre visait à examiner le rapport provisoire de la Stratégie régionale élaborée par le consultant recruté, avec l'appui du Bureau Régional de l'Afrique du Programme des Nations-Unies pour le Développement (PNUD), l'améliorer et le valider.

Le document avait, au préalable, été examiné par le Comité de Pilotage et de Suivi (CPS) composé des



représentants de la Commission de l'UEMOA, de la CCR-UEMOA, du PNUD, de la BAD, de la CEA, de ITC, du Secrétariat Général de la ZLECAF, de la BOAD et des Secrétariats Exécutifs ZLECAF de Côte d'Ivoire et du Sénégal.

Cet atelier de validation a été l'occasion de recueillir les préoccupations de tous les acteurs économiques en vue de leur prise en compte dans la stratégie, afin de disposer d'un document dont la mise en œuvre, permettra aux entreprises sous régionales de tirer le meilleur parti de la Zone de Libre Echange Continentale Africaine qui offre de multiples opportunités.

Cette Stratégie constituera pour les Etats membres de l'Union, la Commission de l'UEMOA et la Chambre Consulaire Régionale, un guide sur les dispositions pratiques à mettre en œuvre en vue de permettre au secteur privé communautaire d'exploiter pleinement son potentiel.

Rappelons que la Zone de Libre Echange Continentale Africaine vise, entre autres, à créer un marché unique et libéralisé pour les biens et services, à faciliter les investissements, à promouvoir un développement durable et inclusif, à renforcer la compétitivité des économies et à promouvoir le développement industriel des États parties.

INTERVIEW DU PRÉSIDENT DE LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DU MALI, MONSIEUR MADIOU SIMPARA



Monsieur Madiou SIMPARA
Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Mali

1

Monsieur le Président, comment se porte le secteur privé malien aujourd'hui ?

Au regard des différentes crises, d'abord au plan national et par la suite au plan international, nous ne pouvons pas dire que le secteur privé se porte bien. Cela n'est pas particulier au seul secteur privé malien, car les activités économiques subissent de plein fouet les multiples crises sanitaires et politico-sécuritaires. Depuis des années donc, la situation du secteur privé malien, même s'il y a lieu de tenir compte du cas un peu spécifique de notre pays, nous nous disons que nous ne sommes pas les seuls et que nous devons surtout nous battre en mettant en avant notre détermination et l'esprit patriotique pour avancer et satisfaire aux besoins des populations.

D'autre part, le secteur privé malien est en train d'amorcer aussi sa mutation, conformément aux orientations données par les plus hautes autorités de notre pays. En ce sens, nous mettons l'accent sur la nécessité de la sécurité alimentaire par la promotion de la productivité à la base. Nous encourageons ainsi les projets d'investissements dans les secteurs porteurs créateurs d'emplois et de richesse.

2

Vous venez de prendre les rênes de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Mali. Quels sont les défis à relever et qu'est-ce que vous souhaitez améliorer au sein de cette Institution ?

Avec l'ensemble de nos mandats, notre objectif est d'améliorer l'image de notre institution consulaire auprès de ses partenaires, des autorités publiques, de ses ressortissants, des usagers que sont les opérateurs économiques, entre autres. Pour cela, nous souhaitons améliorer la gestion et remettre l'Institution dans ses vraies missions de représentation, de renforcement de capacité, d'appui conseil et d'encadrement du secteur privé ; de force de propositions aux autorités et d'accompagnement des politiques économiques.

Les défis sont autant conjoncturels que structurels. Il s'agit donc de continuer à assurer les besoins des populations, ce qui a toujours été notre préoccupation mais de pouvoir aussi nous ajuster à hauteur de mission en ce qui concerne les objectifs structurels, conformément aux orientations des plus hautes autorités du pays dans le cadre de la refondation de notre économie nationale par la promotion et l'accroissement de la productivité dans les filières porteuses, et notre participation à la promotion de l'investissement durable qui engendre la création d'emplois et de richesse, comme je viens de le souligner.

3

Dans le cadre de l'avènement de la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), quelles sont les mesures prises par votre Institution pour accompagner le secteur privé malien à tirer profit de l'accès au marché commun africain ?

Dans le cadre de la mise en œuvre de la zone de libre échange continentale ZLECAf, la Chambre de Commerce et d'Industrie du Mali CCI Mali a entrepris beaucoup d'activités.

Elle a par exemple, organisé plusieurs journées d'information et de sensibilisation à l'endroit des opérateurs économiques (des petites et moyennes entreprises) pour une meilleure compréhension des opportunités commerciales au sein de la zone de libre

échange continentale. Elle a également organisé des sessions de formation des opérateurs économiques et les agents de la CCI sur le contenu de l'Accord afin de contribuer au renforcement de l'expertise nationale sur la ZLECAf



La CCI du Mali a aussi contribué à l'élaboration de la stratégie nationale. En termes de perspectives, la Chambre de Commerce et d'Industrie du Mali entend promouvoir l'Accord au niveau national, prendre part aux prochaines phases des négociations, recueillir les propositions des acteurs nationaux en vue d'une meilleure participation à l'Accord, faire des recommandations au Gouvernement sur les questions relatives à la mise en œuvre de l'Accord et continuer à renforcer les capacités des opérateurs économiques sur l'étendue du territoire nationale.

4

Monsieur le Président, quel est votre appréciation du rôle que joue la CCR-UEMOA dans la vie de ses organisations membres et quelles sont les orientations préconisées pour améliorer la mission de la Chambre Consulaire Régionale de l'UEMOA ?

A propos du rôle que joue la CCR-UEMOA, mes appréciations sont très positives. Son rôle est économiquement intégrateur dans la mise en œuvre de la vision stratégique de l'UEMOA en termes de politique commerciale.

Il est important d'apprécier les efforts abattus par les Commissions Techniques qui sont des outils pertinemment indiqués. La finalité étant de servir au mieux notre économie sous régionale.

Pour améliorer la mission de la CCR-UEMOA, je souhaiterais proposer d'accorder une attention particulière à la résolution des préoccupations des PME qui constituent le socle de notre tissu économique. Il s'agit, entre autres, de l'accès au financement ; la problématique de la caution et de la garantie ; l'accès à l'information et l'appui à la conquête du marché. Nos PME ont besoin de l'accompagnement de la CCR-UEMOA. Il nous faut donc les soutenir.

5

Un dernier mot pour le secteur privé communautaire ?

Restons unis et solidaires. Développons la co-entreprise et le co-investissement au niveau de notre communauté afin de relever le défi de la mondialisation.

CEO TALKS DU REAO-MALI PORTANT SUR L'ENTREPRENEURIAT

LE PRÉSIDENT MADIOU SIMPARA A INVITÉ LES JEUNES « À RESTER AU PAYS OÙ IL Y A TOUTES LES OPPORTUNITÉS...» C'EST LA VILLE DE KOULIKORO, SITUÉE À UNE SOIXANTAINES DE KILOMÈTRES DE BAMAKO, LA CAPITALE, QUI A SERVI DE CADRE À CET ÉCHANGE DIRECT ENTRE LE PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL DU GROUPE INDUSTRIEL GRIMAS, MADIOU SIMPARA, PRÉSIDENT DE LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DU MALI (CCI-MALI), ET QUELQUE 250 JEUNES DE DIVERS PROFILS ET VENANT DES DIFFÉRENTES LOCALITÉS DE LA RÉGION DE KOULIKORO..



C'est le Réseau de l'Entreprise en Afrique de l'Ouest (REAO-Mali), en partenariat avec le PNUD et l'ambassade du Luxembourg au Mali, qui a organisé cet échange direct entre le Président-Directeur Général du groupe industriel GRIMAS, Madiou Simpara, également président de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Mali (CCI-Mali) et quelque 250 jeunes entrepreneurs, jeunes diplômés ou étudiants, voire des jeunes évoluant dans le secteur informel. Ladite rencontre a eu lieu au siège de la Délégation Régionale de Koulikoro de la CCI-Mali, qui avait été pris d'assaut, dès les premières heures de la journée du 2 septembre 2023, par des jeunes avides d'en savoir sur le parcours de celui qui est aujourd'hui

considéré comme l'une des plus grosses fortunes du Mali, à savoir Madiou Simpara.

Le thème de la rencontre était : « Entreprenariat Jeunes : Partir ou rester ? ». L'invité du CEO TALKS, Madiou Simpara a lors de cet échange direct, parlé de son parcours et a répondu aux questions des jeunes confrontés aux affres du chômage qui les contraint parfois à prendre le chemin de l'exil. D'où le thème qui est, d'ailleurs, d'une brûlante actualité, non seulement au Mali mais également dans plusieurs autres pays de notre sous-région.

Ils sont, en effet, de plus en plus nombreux, ces jeunes qui préfèrent tenter l'aventure, en essayant de braver les routes meurtrières du Sahara et la furie des océans pour aller chercher un boulot - le plus souvent hypothétique - en Europe ou ailleurs. En payant des

millions de FCFA à des passeurs (trafiquants d'êtres humains) sans foi ni loi et cela pour un voyage des plus périlleux pouvant se terminer par la mort. Au vu de cette situation, les jeunes participant à cet échange avec Monsieur Madiou Simpara voudrait savoir s'ils doivent « rester au pays ou partir ».

« Je n'ai jamais passé 20 jours hors du Mali... » Dixit le P-DG de GRIMAS

Madiou Simpara avait ainsi en face de lui quelque 250 jeunes entrepreneurs ou ayant le goût de l'entreprise ou des sortants des écoles, pour parler de son parcours et édifier les jeunes. Ainsi, durant près de trois heures d'horloge, l'invité de ce CEO TALKS est revenu sur son parcours, depuis ses années d'études à l'école coranique dans la sainte cité de Touba, dans la région de Koulikoro, jusqu'à son départ dans la capitale. Là, le jeune Simpara va faire le petit commerce de détail (vente du lait en poudre, des bonbons...) dans différents marchés de Bamako. De commerçant détaillant, il deviendra industriel par la suite avec des usines qu'il va installer, après le Mali, à Dakar, à Abidjan et ensuite à Conakry.

Face aux jeunes, le P-DG de GRIMAS a dit avoir beaucoup appris lors de ses études coraniques et les difficultés endurées durant la même période l'ont forgé et raffermi sa volonté de réussir. « On a tout chez nous, ici...quand tu es sérieux, avec de la volonté, tu peux tout réussir », a martelé l'invité du CEO TALKS.

Et d'ajouter ensuite qu'il faut avoir de l'ambition et de la vision et de ne pas « confondre ses bénéficiaires avec son fonds de commerce ». D'après Madiou Simpara, dans les affaires, c'est le « capital-confiance » qui est le plus important, le plus déterminant. Ce qui suppose, pour tout futur entrepreneur, qu'il faille d'abord avoir confiance en soi-même et être crédible pour mériter de la confiance des partenaires en affaires. Tout en faisant preuve d'abnégation mais aussi d'humilité.

Après avoir répondu aux multiples questions des jeunes, dans une atmosphère des plus conviviales, Madiou Simpara leur a prodigué des conseils pratiques. A la question de savoir « rester ou partir ? », Madiou Simpara n'a pas hésité une seule minute. Il dira que la question ne se pose même pas : il faut rester au Mali pour entreprendre et participer directement au développement du pays.

A ses dires, malgré le contexte actuel, il y a toutes les opportunités dans ce pays, permettant aux jeunes de travailler et de réussir dans le secteur privé. Pour preuve, il avouera n'avoir « jamais passé 20 jours hors du Mali, sauf lors de ses séjours à la Mecque, pour raison du hadj ».

A l'issue de la rencontre, plusieurs jeunes participants se sont dits comblés et qu'ils sont désormais prêts à se lancer dans les affaires. Tout en se rappelant, chaque fois, les sages conseils prodigués par ce self-made-man, Madiou Simpara.



AGENDA

ÉVÈNEMENTS DE LA CHAMBRE CONSULAIRE RÉGIONALE DE L'UEMOA

Le 02 octobre à Lomé	Deuxième séance de travail du personnel des Services Administratifs avec le Président de la CCR-UEMOAF
Le 04 octobre à Cotonou	4 ^{ème} édition de l'initiative du Mois du consommer local avec le volet régional
Le 12 octobre par Visioconférence	Troisième réunion du Bureau de la CCR-UEMOA
Du 07 au 08 Novembre à Bissau	Quatrième réunion du Bureau de la CCR-UEMOA
Le 22 Novembre à Lomé	Deuxième mission du Comité d'Audit et de Conformité de la CCR-UEMOA
Du 16 au 18 novembre 2023 à Dakar	Forum des Hommes d'Affaires de l'UEMOA et le Prix UEMOA de la Qualité
En Novembre dans les Etats membres	Troisième réunion interne des élus par pays
Du 05 au 07 décembre à Lomé	Assemblée Générale Ordinaire de la CCR-UEMOA

AUTRES ÉVÈNEMENTS

Du 14 au 29 octobre à Bamako	Semaine Commerciale du Mali (SECOMA), la grande Foire d'exposition de fin d'année
Du 22 au 24 Novembre à Quimper (France)	Assemblée de la CPCCAF zone Europe
Du 27 au 29 novembre 2023 à Abidjan	Salon des Mines, de l'Énergie et des Hydrocarbures
Du 27 au 29 novembre 2023 en parallèle avec le Salon des mines à Abidjan	Table ronde des Partenaires Techniques et Financiers sur la SDPE et le PRDEN